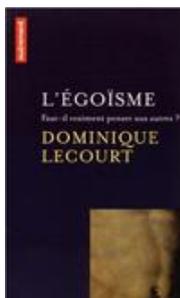


Dominique Lecourt : «Le politiquement correct favorise le retour de toutes les violences»

Par Alexis Feertchak | Publié le 21/10/2016 à 17:26



FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - Le philosophe Dominique Lecourt, élève de Canguilhem et d'Althusser, a accordé un entretien fleuve au FigaroVox. Le directeur de l'Institut Diderot dénonce un politiquement correct qui, par le droit, passe dangereusement des mots aux choses.



Dominique Lecourt est un philosophe français, ancien élève de Georges Canguilhem et Louis Althusser. Professeur émérite des Universités, président d'honneur des Presses Universitaires de France (PUF), ancien recteur d'Académie, il est directeur général de l'Institut Diderot depuis 2012. Auteur de plus d'une trentaine d'ouvrages et de plusieurs grands dictionnaires, il a dernièrement publié L'Égoïsme. Faut-il vraiment penser aux autres? (éd. Autrement, 2015).

FIGAROVOX. - Récemment adoptée au Sénat, la loi Egalité et citoyenneté, qui contient une série de ... 217 mesures pour la jeunesse, la mixité sociale ou contre les discriminations sociales, vante l'«égalité réelle». Imposer l'égalité réelle, n'est-ce pas prendre le risque d'une suspension excessive des libertés individuelles, de prolonger le politiquement correct des mots aux choses?

Dominique LECOURT. - Cette loi représente jusqu'à la caricature une conception de l'idée de démocratie qui s'est imposée dans notre pays depuis une trentaine d'années. C'est un grand bazar qui rassemble dans un désordre tragi-comique les interdits énoncés dont on attend aujourd'hui qu'ils règlent les mœurs. Prenons l'exemple de l'interdiction de la fessée comme outil éducatif et la condamnation qui frappe l'usage de paroles considérées comme blessantes parce que supposées contraires aux idéaux dogmatiques du «vivre ensemble». Il s'agit à mon sens du point d'orgue de cette frénésie normative, trop en vogue aujourd'hui, dont le caractère autoritaire fait l'objet d'une dénégation permanente de la part des intellectuels et des médias qui la répandent. Par une grande hypocrisie, on annonce un progrès de la liberté de chacun au moment même où l'on prépare méticuleusement sa régression. Des mots aux choses, la distance ne saurait être abolie que par la contrainte. Cette conception débouche sur une pratique autoritaire du pouvoir politique. L'intimidation est son ressort principal. Voyez désormais le recours permanent aux tribunaux... Il ne manque pas d'associations qui se soient spécialisées dans ce type de chantage. Le trouble est profond. La suspicion systématique détruit la confiance indispensable à la vie en société!

***La suspicion
systématique détruit la
confiance indispensable à
la vie en société !***

Permettez que je vous donne un exemple. À l'Université, en France, nous en étions depuis 1968 à la chasse aux tabous, au nom du fameux «il est interdit d'interdire». Nous sacrifions au culte des briseurs de tabous. Chaque victoire était célébrée par une presse de plus en plus libertaire. Rappelez-vous *Libération*, première époque.

Retrouvez quelques exemplaires «vintage» du journal *Le Monde* qui mettait à chaque fois le poids de sa réputation dans la bataille lorsqu'il s'agissait d'attaquer la conception «bourgeoise» de la famille ou de l'éducation. Aujourd'hui, les rédactions de ces quotidiens s'étrangleraient, sans doute, de rage en relisant les articles d'époque portant sur cette même conception de la famille. Les mêmes quotidiens se sont battus pour faire admettre le «mariage pour tous». Quel renversement! La logique aurait voulu qu'ils se prononcent contre toutes formes de mariage, y compris pour les individus de même sexe...

De l'autre côté de l'Atlantique, lorsque je suis arrivé à l'Université de Boston, au début des années 1980, on s'appliquait au contraire à formuler de nouveaux interdits. La tyrannie s'exerçait sur le langage dans une grande partie du milieu académique, spécialement dans le domaine des sciences humaines (de la psychologie à la philosophie en passant par l'économie). Rapidement, cette tyrannie, au-delà des milieux académiques, a submergé toute la vie sociale.

***De l'autre côté de
l'Atlantique, au début des
années 1980, on
s'appliquait au contraire
à formuler de nouveaux
interdits.***

Dix ans plus tard, cette vague atteignit la France violemment. Le début du raz-de-marée. Et un tsunami ne fait jamais déborder un vase, il le brise... Très vite, on a vu les personnels administratifs et enseignants des universités modifier leurs comportements, spécialement en présence de l'autre sexe. Plus personne ne ferme désormais la porte de son bureau pour recevoir un étudiant, au sens... générique du terme. Comme si, chaque enseignant, chaque membre du personnel enseignant ou administratif devait être considéré comme un violeur potentiel!

Paradoxalement, la chasse aux tabous se révèle nocive pour la liberté de penser. Elle produit des êtres craintifs, ennemis du risque. Cette nouvelle génération «précautionneuse» souffre de pudibonderie.

La chasse aux tabous se révèle nocive pour la liberté de penser. Elle produit des êtres craintifs, ennemis du risque. Cette nouvelle génération «précautionneuse » souffre de pudibonderie.

Ne confondons pas systématiquement inégalité et injustice. Au risque de choquer, je rappelle qu'il existe des inégalités qui ne sont nullement identifiables à des injustices. Prenons l'exemple des salaires. Le fait qu'une rémunération pour un travail soit indexée sur le mérite ne représente pas toujours une injustice, sauf, bien évidemment pour ceux qui ne reconnaissent pas la valeur du mérite... Prenons, cette fois-ci, l'exemple de mes collègues de l'Éducation nationale. Est-ce que l'ancienneté doit prévaloir sur la qualité du travail pour tout avancement, comme aujourd'hui? Le résultat n'est pas brillant...

Au nom de l'égalité réelle, nous assistons à l'alliance spectaculaire entre la technocratie et le moralisme sous prétexte de faire le bonheur de tous malgré eux.

Avant d'être reprise par les marxistes, l'expression «politiquement correct» a été lancée par la Cour suprême des Etats-Unis dès 1793. Jean-Claude Michéa considère d'ailleurs que le politiquement correct est le «*triomphe de la juridification des relations humaines*» contre la *common decency* défendue par Orwell. De quoi cette «juridification» serait-elle le signe?

Au nom de l'égalité réelle, nous assistons à l'alliance spectaculaire entre la technocratie et le moralisme sous prétexte de faire le bonheur de tous malgré eux.

Le mot de «juridification» désigne une construction correspondant à la standardisation des relations humaines. Est-ce le signe d'un progrès dans la liberté? C'est plutôt, à mes yeux, un symptôme liberticide. Prenons un exemple d'où le ridicule n'est pas absent. Savez-vous qu'il faudrait éviter d'utiliser le mot «violer» dans l'expression «violer une loi» compte tenu de la résonance offensante que peut avoir le mot? Une tenue correcte est exigée du langage spécialement en matière de race, de culture et de religion.

Le mot honni de «race» figure toujours dans la Constitution, malgré la logique de la loi Gayssot du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe.

Sur cette loi, il y aurait beaucoup à dire. Paul Ricœur, Pierre Vidal-Naquet, Robert Badinter et beaucoup d'autres en ont amorcé le commentaire critique. Les minorités se sont emparées du politiquement correct. Raymond Boudon avait raison. Il s'agit d'un instrument de conquête du pouvoir, non par des majorités conformistes, mais par des minorités actives bien organisées qui répandent leur conformisme propre. Souvent de tonalité religieuse. Face au séisme de l'affaire du licenciement d'une salariée portant un foulard islamique, Elisabeth Badinter a eu le courage et la force de défendre la direction de la crèche Baby-Loup, même si elle en a payé le prix. Cette crèche imposait une neutralité et le respect de la laïcité à son personnel.

Assisterions-nous, aujourd'hui, à la mort annoncée de l'euphémisation du monde, du règne des périphrases, des circonlocutions, à celles de toutes pratiques qui relèvent du contrôle social exercé par et sur le langage?

Venue de la gauche des campus, la critique du politiquement correct s'est retournée durant les années 1980. Bien avant Éric Zemmour en France, pour ne citer que lui, les milieux conservateurs aux États-Unis n'ont pas manqué de se moquer du langage tarabiscoté employé par souci, d'ailleurs illusoire, de préserver et de défendre les minorités. Ils ont montré qu'il s'agit d'une censure ou d'une auto-censure à peine déguisée.

Les années 1976-1978 marquent un tournant dans l'histoire de la philosophie, chez nous, en France. Les philosophes ont alors pris la posture du spectateur des événements et du «reporteur d'idées». Ils se sont déclarés «journalistes transcendants», pour reprendre l'expression de Maurice Clavel. Ils prétendaient s'élever au-dessus de la contingence du présent. J'ai déjà raconté comment j'ai vu Michel Foucault lui-même y céder un moment, fasciné par «la révolution du non-pouvoir» de l'ayatollah Khomeini... André Glucksmann poussa plus loin que les autres la logique de ce retrait. Dans *Les Maîtres penseurs*, il dénonce toute tentative de penser le monde afin de le transformer comme comportant une menace sournoise de totalitarisme, c'est-à-dire la ruine totale de la liberté. Vous n'avez peut-être pas en tête ses écrits. Je vous rappelle donc sa formule clé qui relève de la plus pure intimidation: «théoriser, c'est terroriser».

Je vous rappelle la formule clé de Glucksmann qui relève de la plus pure intimidation : «théoriser, c'est terroriser».

Résumons. Les philosophes n'auraient plus désormais qu'à faire écho aux événements sur le mode du jugement moral prononcé dans l'urgence. Vous n'aurez pas de mal à mettre un nom sur le plus célèbre de nos philosophes-chefs de guerre...

Le destin du politiquement correct nous montre qu'il s'agit plus profondément d'une rhétorique de dissuasion.

La philosophie dans les médias relèverait désormais du commentaire et de l'exhortation. Vous connaissez la petite musique: «Le monde va mal», «mais il irait peut-être plus mal encore si vous essayiez de le transformer». On nous a donc conseillé au nom de la philosophie de nous consoler et d'être heureux de notre petit bonheur d'Occidentaux. Le destin du politiquement correct nous montre qu'il s'agit plus profondément d'une rhétorique de dissuasion. Cette logique de

démobilisation collective s'est traduite par un dénigrement perpétuel d'une certaine pensée française. Celle que paradoxalement, l'Amérique n'en finit pas de fêter sous l'appellation de *French theory*. Les Foucault, Derrida, Bourdieu, Lacan ou Barthes... Aujourd'hui dans nos universités, notamment dans les sciences humaines, on ne trouve plus guère que des sous-produits de recherche américains. Voyez les études sur le «genre» ou «*gender studies*»! Un bien bel exemple de politiquement correct...

Philippe Muray parlait de la «cage aux phobes» pour qualifier tous les interdits langagiers que le politiquement correct imposerait. Diriez-vous que le politiquement correct prospère encore ou finit par s'éroder sous le coup des critiques?

Ce discours de consolation ou d'exhortation tel qu'il a été pratiqué pour un temps avec succès n'avait de réel impact que par la crise qui grondait à l'horizon.

Aujourd'hui, par temps de mondialisation ou de globalisation, la doxa européenne cherche à protéger son niveau et son style de vie. Voyez les mouvements populistes dans les pays du Nord de l'Europe et en Allemagne même.

Aujourd'hui, par temps de mondialisation ou de globalisation, la doxa européenne cherche à protéger son niveau et son style de vie.

Une page se tourne. La violence du langage s'exerce sans plus se dissimuler. Elle ne fait plus vraiment rire. Si l'on tue encore aujourd'hui au nom de Dieu, sur les pavés de nos grandes villes, c'est en grande partie la faute du politiquement correct.

Si l'on tue encore aujourd'hui au nom de Dieu, sur les pavés de nos grandes villes, c'est en grande partie la faute du politiquement correct.

Mon ami André Comte-Sponville juge que l'avenir du politiquement correct, c'est la voie ouverte au populisme sous la forme la plus violente. Je le rejoins. Le temps de la consolation et de l'exhortation est révolu...

La force du politiquement correct tient à ce qu'il fait illusion. Il semble «s'éroder» alors même qu'il prospère. Porteur d'interdits,

il se nourrit des dénonciations qui les visent. Un néo-puritanisme linguistique correspond à un moralisme radical. Il encaisse à ce jour sans difficulté les critiques dont il est la cible, mais il n'est pas exclu que l'exaspération qu'il suscite se transforme un jour en une franche colère qui signera sa défaite. Pensez à la victoire à la présidentielle de mai 2016 de Rodrigo Duterte aux Philippines ; il ferait passer Donald Trump pour le plus courtois des hommes (politiques).

Le modèle républicain traditionnel ne reconnaît pas l'existence de différentes communautés, mais seulement celle du peuple français. Le politiquement correct qui est l'arme de beaucoup de minorités sert-il le communautarisme et le multi-culturalisme ?

Avec l'idée du modèle républicain, nous touchons à ce que j'appellerai le malentendu fondamental de la politique moderne en France. À la source de toutes les incompréhensions qui règnent entre le monde libéral anglo-saxon et nous-mêmes... On entend dire depuis plusieurs années que les valeurs de la République sont en danger, mais on ne dit pas exactement ce qu'elles sont. Elles seraient menacées par un parti dont on ne prononce pas le nom, mais qui est pourtant légal, et si j'en crois les sondages, le premier parti de France. Chacun s'accorde à chercher dans les discours du Front national, puisque c'est de lui qu'il s'agit, les «dérapages» dont il se rendrait responsable. C'est un mot-clé du politiquement correct. Un moyen d'intimidation qui laisse penser qu'il existerait une pensée unique, une voie droite par rapport à laquelle nous devrions tous être jugés. C'est prendre le risque d'un retournement violent.

Avec l'idée du modèle républicain, nous touchons à ce que j'appellerai le malentendu fondamental de la politique moderne en France.

Il est probablement possible de poser différemment la question sur le communautarisme, dans son fond idéologique. J'entends pas là que la pratique gestionnaire de la politique suscite, par réaction, dans un régime technocratique, une demande d'absolu que la politique ne peut ni ne veut satisfaire. Cette demande se trouve du coup canalisée, contre le système politique en vigueur, par tous ceux qui savent s'en saisir à leurs fins.

La pratique gestionnaire de la politique suscite, par réaction, dans un régime technocratique, une demande politique d'absolu.

Dès lors que le pouvoir politique n'assume plus d'autre idéal que l'efficacité du fonctionnement de l'État (et de l'économie), les passions qui s'attachent chez tout être humain à «l'être ensemble» ne trouvent plus à s'épancher que dans le rassemblement en communautés. Et la haine alors s'écoule, porteuse de mort, de «communauté» à «communauté». Voilà

pourquoi la démocratie que nous évoquons si volontiers se trouve réellement en danger.

Comment sortir de ce cercle? Peut-être en nous souvenant de ce qui se disait, sourdement, dans le mot de laïcité. Il ne s'agit pas d'un idéal philosophique, ni seulement d'un ensemble d'institutions et de lois qu'il s'agirait de «défendre». Elle aura d'abord été, la reconnaissance de la politique comme domaine d'idéaux et de valeurs librement assumés par des citoyens détenteurs à égalité de la souveraineté. Oui, dans une République, en régime démocratique, il y a non seulement nécessité vitale de séparer l'État et les religions, mais aussi de maintenir vivante l'idéalité des visées de la politique et le désir de renouveler sans cesse par un effort collectif de réflexion critique où chacun engage la part de soi qui appartient aux autres. Est-ce suffisant? Non. Car cette idéalité elle-même peut-être mise au service d'une fusion, d'une «communion», mortifère des citoyens avec le pouvoir d'État comme on l'a vu dans les régimes totalitaires (URSS, Allemagne nazie etc.).

Il faut donc restituer tout son tranchant à la grande intuition qui nous vient de la Révolution française: il n'est, dans un tel régime nul autre principe valable de rassemblement des citoyens que celui de la «liberté». La liberté s'adressant par la bouche du pouvoir politique à tous les citoyens les vise comme individus. Elle prend donc appui sur l'infini des désirs de chacun, tout en l'invitant à n'en réaliser que la part qui peut se composer avec celle qu'y prennent nécessairement les autres. Passions et réflexion rationnelle se trouvent ainsi solidement couplées, l'une relançant perpétuellement l'autre ; et inversement. Ce principe permet de conjurer les deux risques majeurs et conjoints que court la démocratie si elle veut s'arracher à son sommeil technocratique: la fusion totalitaire dans le rassemblement autour d'idéaux politiques, prenant, sous forme d'absolu, la place de Dieu, et la sacralisation des hiérarchies sociales établies.

Le 17 septembre 2014, alors qu'il n'avait pas encore dévoilé les grandes lignes de son projet pour 2017, Alain Juppé défendait à l'Institut Diderot une position résolument anti-communautariste mettant en valeur l'idéal du «bien commun» comme mouvement dynamique de l'identité de la Nation dont nous avons reçu l'héritage. On discute depuis ardemment de l'idée d'«intégration» qu'il avançait: l'«identité heureuse». Cette idée, sous sa plume, se veut respectueuse des différences et particulièrement des différences religieuses.

Faudrait-il plutôt prôner celle d'«assimilation» ? Sans doute, si nous voulons surmonter les difficultés liées à l'usage dévoyé, par certains, du terme d'«intégration».

Faudrait-il plutôt prôner celle d' «assimilation»? Sans doute, si nous voulons surmonter les difficultés liées à l'usage dévoyé, par certains, du terme d'«intégration», faudrait-il forger un mot composé tel qu'«intégration/assimilation»?

De nombreux intellectuels médiatisés comme Michel Onfray ou Alain Finkielkraut sont accusés de faire le jeu du Front national, voire d'en être des «alliés objectifs». Est-il devenu impossible d'exercer de façon sereine la charge d'intellectuel dans le débat public?

Le débat, désormais, c'est la foire d'empoigne. Il s'agit de savoir qui va parler le plus fort.

C'est le risque de la médiatisation. Mon maître Georges Canguilhem y était tout à fait hostile. Aujourd'hui, réseaux sociaux aidant, on doit s'attendre à se trouver pris dans des batailles dont on peut regretter la hargne. Le débat, désormais, c'est la foire d'empoigne. Il s'agit de savoir qui va parler le plus fort. De là pourtant

à remettre en usage la formule des «alliés objectifs» dont a abusé le Parti communiste en son temps... Il ne s'agit que d'une technique rhétorique destinée à disqualifier l'interlocuteur. Ce n'est pas une façon sereine de débattre, et très injuste à l'égard d'Alain Finkielkraut et même de Michel Onfray.

L'universitaire, aujourd'hui, est prêt à se soumettre à tous les conformismes, chacun rivalisant avec chacun pour être le premier à penser et agir comme tout le monde... On pense, ici encore, aux études sur le «genre», au phénomène des «*gender studies*»... Le problème, c'est leurs répercussions concrètes dans l'Éducation nationale, sur les élèves et les parents... Quant à l'emprise du système médiatique sur les intellectuels, elle va croissante...

A terme, le politiquement correct ne risque-t-il pas d'encourager les partis politiques les plus outranciers et *in fine* de libérer la violence du langage ?

Si l'on parle de la violence du langage en politique, on ne peut aujourd'hui contourner le «cas» Trump. Face à lui, Madame Clinton apparaît comme l'incarnation même du politiquement correct. Et lui, comme celle de l'incorrection grossière. Mais, on voit que les questions politiques graves qui se posent aux Etats-Unis dépassent de loin les aspects rhétoriques de la campagne. La violence du langage peut se traduire dans les deux registres extrémistes opposés.

Face à Trump, Madame Clinton apparaît comme l'incarnation même du politiquement correct. Et lui, comme celle de l'incorrection grossière.

Les sociétés démocratiques, avides d'égalité, ont refusé à leurs citoyens le soutien d'une hiérarchie qui leur garantirait un lien stable avec leurs concitoyens. Les individus, livrés à eux-mêmes, isolés, ont perdu le sentiment chaleureux de la continuité entre générations. Alexis de Tocqueville avait vu juste lorsqu'il écrivait que «*l'aristocratie avait fait de tous les citoyens une longue chaîne qui remontait du paysan au roi ; la démocratie brise la chaîne et met chaque anneau à part*». La démocratie ramène ainsi chaque individu vers lui seul et «*menace de le renfermer tout entier dans la solitude de son propre cœur*». C'est l'équation même de l'individualisme démocratique. Cet individualisme a triomphé sur la base du démantèlement de la figure classique de l'ego. L'individu se trouve maintenant désingularisé. Il a perdu son histoire propre, ce qui faisait sa valeur à ses yeux. Chaque citoyen se révèle disposé à s'isoler de la masse de ses semblables, ce qui incite chacun à créer une petite société à son usage, abandonnant la grande société à elle-même. Voilà pourquoi les sociétés démocratiques suscitent le conformisme de citoyens soumis à la mécanique de l'individualisme de masse. Et cet individualisme-là se nourrit d'égoïsme - de compétition et d'indifférence. Il s'épanouit dans le narcissisme.

Avec l'ensemble des questions que pose le déploiement du politiquement correct, la pensée s'est installée dans un exercice réflexif périlleux qui décide du sens que nous devrions accorder à nos existences. Allons-nous adapter notre vie aux exigences d'autrui? Allons-nous demander à autrui de s'adapter à nos exigences propres? Nous nous trouvons à la croisée des chemins.